



## Sécurité et développement au Sahel : Défis, stratégies et perspectives

Fadoua AMMARI<sup>(a)</sup>, Noura BENREZZOUQ<sup>(b)</sup>

<sup>(a)</sup> Doctorante en Relations Internationales, Laboratoire des Politiques publiques, Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales – Mohammedia / Université Hassan II – Casablanca

<sup>(b)</sup> Professeure chercheuse, Laboratoire des Politiques publiques, Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales – Mohammedia / Université Hassan II – Casablanca

*This is an open access article under the [CC BY-NC-ND](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/) license.*



**Résumé :** La région du Sahel, confrontée à des défis multiformes en matière de développement et de sécurité, se trouve à l'épicentre d'une crise qui ne cesse de s'aggraver. Malgré la forte mobilisation de la communauté internationale et le déploiement de nombreuses initiatives, les populations sahéniennes restent aux prises d'un "piège à pauvreté" implacable, aggravé par des vulnérabilités économiques, politiques, sociétales et climatiques. Cet article explique la multidimensionnalité et l'interdépendance des sources de l'insécurité et ses conséquences, et porte un regard critique sur les différentes stratégies internationales déployées dans la région. Il révèle des lacunes considérables dans la coordination, des disparités dans l'approche et les ressources, ainsi que la concurrence contre-productive qui s'instaure souvent entre les acteurs internationaux. Cette recherche souligne le besoin urgent d'une approche plus harmonisée et multidisciplinaire, incluant les acteurs locaux qui possèdent une compréhension intime des défis uniques de la région.

**Mots-clés :** Sahel ; défis sécuritaires ; crise ; stratégies internationales ; développement et vulnérabilités.

**Abstract:** Faced with multifaceted development and security challenges, the Sahel region is at the epicenter of an ever worsening crisis. Despite the strong mobilization of the international community and the deployment of numerous initiatives, Sahelian populations remain in the grip of a relentless "poverty trap", underpinned by economic, political, societal and climatic vulnerabilities. This article explains the multidimensionality and interdependence of the sources of insecurity and its consequences, and takes a critical look at the various international strategies deployed in the region. It reveals considerable gaps in coordination, disparities in approach and resources, and the counter-productive competition that often arises between international players. This research underlines the urgent need for a more harmonized, multidisciplinary approach, including local actors who possess an intimate understanding of the region's unique challenges.

**Keywords:** Sahel; Security Challenges; Crisis; International Strategies; Development and Vulnerabilities.

**Digital Object Identifier (DOI):** <https://doi.org/10.5281/zenodo.8238915>

## 1 Introduction

L'instauration de la paix et de la sécurité au Sahel est une préoccupation majeure qui transcende les frontières de la région et engage l'attention de l'ensemble de la communauté internationale.

Le terrorisme, symbole principal de la menace à la paix et la sécurité dans l'espace sahélien, n'est cependant pas le seul facteur déstabilisateur de la région. L'extrémisme religieux se considère à la fois comme cause et conséquence de la précarité dans laquelle se trouvent les populations sahéliennes. En outre, l'état général de vulnérabilité des pays sahéliens crée un environnement favorable à l'émergence de différentes formes de violence et de conflit. Cette interdépendance entre les facteurs d'instabilité et d'insécurité dans la région sahélienne complique la tâche de trouver une solution efficace et durable aux crises auxquelles font face les pays du Sahel depuis de nombreuses années.

Il est d'abord essentiel de rappeler certains éléments géographiques pour bien situer l'espace sahélien et comprendre les enjeux actuels dans cette région. Le terme "Sahel-Sahara" désigne une vaste région couvrant 8,5 millions de km<sup>2</sup>, englobant le Sénégal, le sud de la Mauritanie, le Mali, le sud de l'Algérie, le nord du Burkina Faso, le Niger, l'extrême nord du Nigeria, le centre du Tchad, le centre du Soudan et l'est de l'Érythrée. Cependant, il n'existe pas une définition universellement reconnue du Sahel : sa délimitation peut varier selon la discipline ou la position adoptée par le chercheur. Ainsi, on peut parler du Sahel géographique, politique, climatique, historique, etc...

Cependant, dans le cadre de notre article, nous nous intéressons à une définition géographique restreinte qui a prévalu ces dernières années : celle qui concerne l'espace politique du G5 Sahel<sup>1</sup> (voir carte 1).



Carte 1: Région sahélienne. Source : [Sahel : carte | Alternatives Economiques \(alternatives-economiques.fr\)](http://alternatives-economiques.fr)

<sup>1</sup> Le "G5 Sahel", ou "G5S", représente un dispositif institutionnel établi pour orchestrer et superviser la collaboration régionale en matière de politiques de développement et de sécurité. Cet organisme a vu le jour suite à un sommet qui s'est déroulé du 15 au 17 février 2014, réunissant cinq nations sahéliennes : la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad, couvrant une superficie totale de 5 097 338 km<sup>2</sup>.

Depuis plusieurs années, les pays du Sahel font face à d'importants bouleversements sécuritaires. Ils se caractérisent par une vulnérabilité globale : économique, sociale, politique, ethnique, climatique..., et par certains des indices de développement les plus bas au niveau mondial. De manière notable, ces facteurs de vulnérabilité sont interdépendants, chacun exacerbant les autres dans un cycle vicieux qui perpétue la précarité de la région.

Ce climat d'instabilité a inévitablement de graves conséquences. En compromettant toute activité économique durable, l'insécurité contribue à entretenir le sous-développement chronique de la région<sup>2</sup>. Par exemple, cette situation a créé un terreau fertile pour l'éclatement de la crise malienne en janvier 2013<sup>3</sup>, qui n'a fait qu'aggraver davantage la situation. En effet, la fragilité de la région du Sahel n'est pas seulement la conséquence des conflits qui la déchirent, mais aussi leur cause. Dans ce contexte, toute tentative de développement doit nécessairement passer par la résolution de ces conflits.

L'ampleur des défis à relever au Sahel a conduit à une forte mobilisation de la communauté internationale. En conséquence, une myriade de stratégies et d'initiatives ont été conçues et mises en œuvre par une panoplie d'acteurs étatiques et non-étatiques, régionaux et internationaux, tous engagés dans un objectif commun : libérer le Sahel de l'engrenage destructeur de la pauvreté et de la violence. Pourtant, en dépit de ces efforts concertés, la majorité de ces initiatives n'ont pas porté leurs fruits comme escompté, ou ont complètement échoué à réaliser leurs ambitions initiales. Un exemple significatif est la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), établie en 2013, qui malgré sa présence constante, n'a pas réussi à endiguer la montée de la violence et des conflits dans certaines régions du Mali. Les causes de ces déconvenues sont bien évidemment complexes et plurielles, et reflètent les défis majeurs internes et externes auxquels cette région est confrontée.

A partir d'une revue de la littérature, cet article a pour ambition de dépeindre les éléments contextuels qui ont intrinsèquement lié la question de la sécurité au développement dans les pays du Sahel. La complexité de cette problématique découle de l'interdépendance des causes et des conséquences de l'instabilité dans cette région qui se nourrissent mutuellement. Afin d'aborder cette problématique de manière exhaustive, nous avons structuré notre argumentation en deux axes principaux :

Dans un premier axe, nous mettrons en exergue les divers facteurs associés à la sécurité et à l'(in)stabilité au Sahel, tout en caractérisant chaque facteur pour mieux cerner les enjeux auxquels les États sahéliens sont confrontés.

---

<sup>2</sup> Boussichas, M. et Nossek, V., 2019. 'Quoi de neuf sur les financements innovants?' FERDI, (n°227). Disponible à : <https://ferdi.fr/dl/df-3ujCBWph1cjJoEEiHf149RVW/ferdi-p227-quoi-de-neuf-sur-les-financements-innovants.pdf>

<sup>3</sup> La crise malienne de 2013 a commencé lorsque des rebelles touaregs, soutenus par divers groupes islamistes, ont pris le contrôle du nord du Mali. L'intervention militaire internationale qui a suivi a permis de récupérer une partie du territoire, mais la situation reste précaire, avec une insécurité persistante et des tensions intercommunautaires.

Le second volet sera dédié à l'analyse de la réponse de la communauté internationale, en étudiant les moyens déployés dans le but d'extirper les pays du Sahel de ce cycle pernicieux d'insécurité et de sous-développement. En outre, nous identifierons certaines des limites et des insuffisances qui ont caractérisé l'action internationale dans le Sahel, entravant ainsi l'efficacité des efforts pour résoudre la situation dans cette région.

## **2 Le Sahel face à des défis interdépendants**

Les pays sahéliens sont confrontés à une vulnérabilité structurelle élevée. Outre les crises sécuritaires et politiques, ils sont également aux prises avec des crises socio-économiques et agro-climatiques. Les pays enclavés du Sahel<sup>4</sup> sont particulièrement touchés par cette crise multidimensionnelle.

Tous les pays de cette région sont dans la catégorie des "pays les moins avancés" dans le classement du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). De plus, ils affichent les indices de développement les plus bas au monde et se classent en fin de liste en termes d'Indicateurs de Développement Humain (PNUD, 2022).

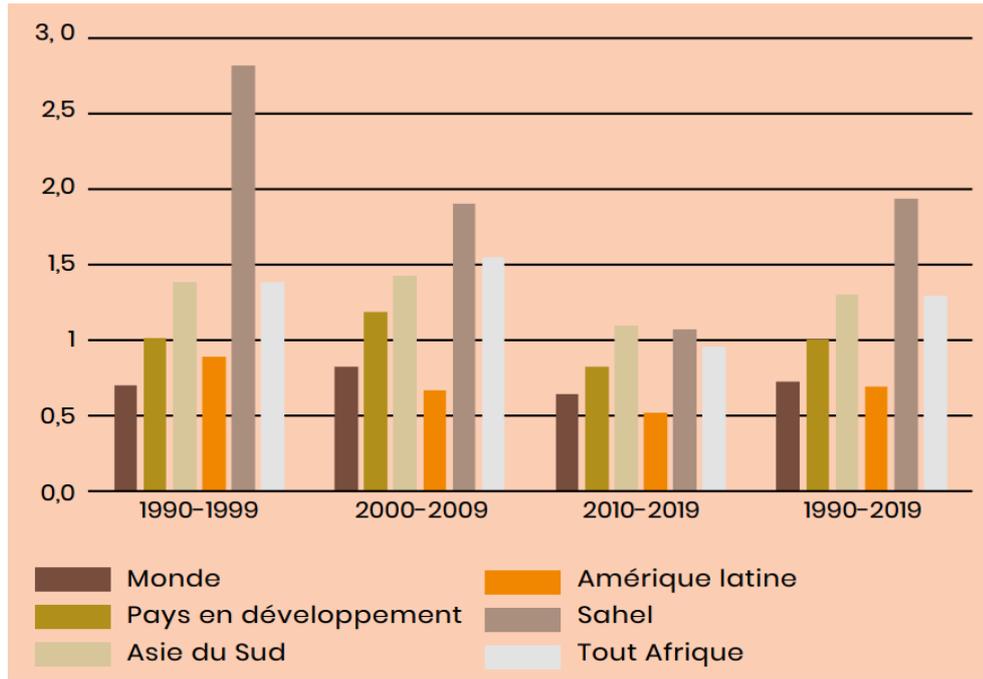
Ce piège de pauvreté et de conflits dans lequel sont pris les États sahéliens ne résulte pas uniquement de la menace terroriste, qui est un facteur exogène d'instabilité dans la région qui a pris de l'importance depuis 2012 suite à la crise en Libye et au Mali. Cette situation trouve également ses racines dans des facteurs endogènes liés aux spécificités propres au Sahel.

### **2.1 Les implications de la vulnérabilité socio-économique et climatique**

Bien que mentionné précédemment, il est essentiel de souligner l'impact concret du faible développement humain sur la vie quotidienne dans les pays sahéliens. Le Niger, au dernier rang pour l'Indice de Développement Humain (IDH) du PNUD, ainsi que le Mali, le Burkina Faso et le Tchad, qui figurent parmi les dix pays les moins avancés, sont des exemples saisissants de la profonde vulnérabilité socio-économique de la région (PNUD, 2022). Cette situation se traduit par une précarité généralisée, exacerbée par les défis climatiques auxquels la région est confrontée. Il est donc essentiel de comprendre comment ces facteurs de vulnérabilité se manifestent et interagissent dans le Sahel pour appréhender les véritables enjeux du développement dans cette région. Pour ce faire, le Graphique n°1 offre une perspective comparative de la progression annuelle moyenne de l'IDH au Sahel par rapport aux autres régions du monde.

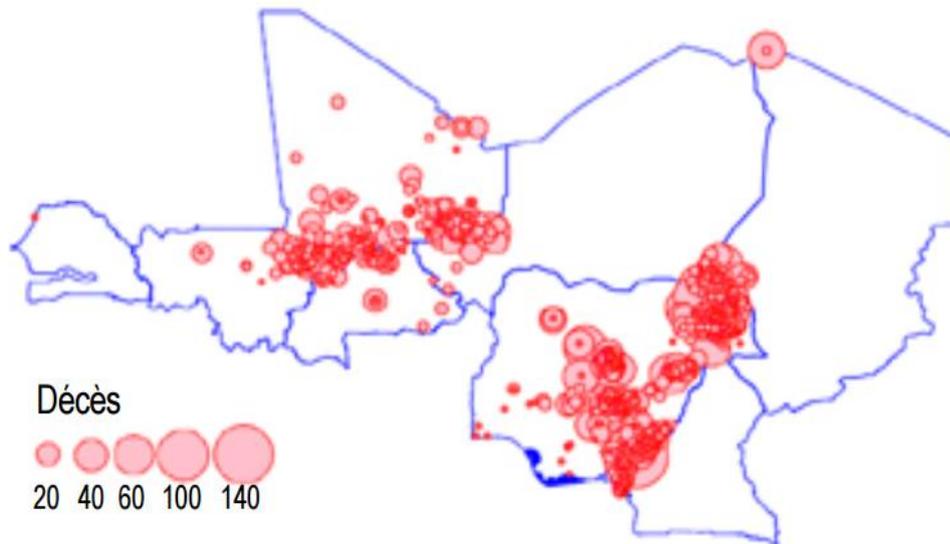
---

<sup>4</sup> Il s'agit du Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et le Tchad.



**Graphique 1:** Graphique 1 - Progression annuelle moyenne de l'IDH (en %) - Comparaison aux autres régions du monde. **Source :** PNUD

Au Sahel, l'effet conjugué de l'insécurité et de la pauvreté entrave considérablement les activités économiques susceptibles de générer de la prospérité dans la région. La persistance de l'instabilité (voir Graphique n° 2) et des conflits contribue à un climat de peur et d'incertitude, qui décourage l'investissement, tant local qu'international. La pauvreté endémique, quant à elle, limite la capacité des individus à créer et à développer des entreprises viables, ce qui entrave à son tour le développement économique de la région.



**Graphique 2 :** Conflits mortels dans les pays du Sahel, 2018. **Source :** Rapport du FMI « Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne, faire face à l'incertitude », Oct 2019

Les entreprises existantes sont également touchées. L'insécurité entrave l'accès aux marchés, rend difficile la distribution de biens et de services, et crée un environnement de travail imprévisible et potentiellement dangereux. De plus, la pauvreté généralisée limite la demande des biens et services, ce qui réduit la capacité des entreprises à se développer et à prospérer.

Ce cercle vicieux d'insécurité et de pauvreté crée un environnement économique dans lequel les possibilités de croissance et de développement sont sévèrement restreintes créant ainsi, un cycle de sous-développement qui est difficile à rompre.

Dans ce contexte, le Fond Monétaire International (FMI) nous explique qu'

au Sahel, les problèmes de sécurité se sont encore aggravés. Les actes terroristes signalés dans les pays de cette région ont augmenté de 75 % en 2019 [...], les principales cibles étant le Burkina Faso, le Mali et le Niger. L'insécurité a eu des répercussions budgétaires considérables dans certains de ces pays, où elle s'est traduite par une perte de recettes et une augmentation des dépenses consacrées à l'armée et à la sécurité. Ces dépenses ont doublé en 2019 dans les trois pays précités, représentant environ 4 % du PIB et absorbant 20 % des recettes budgétaires<sup>5</sup>.

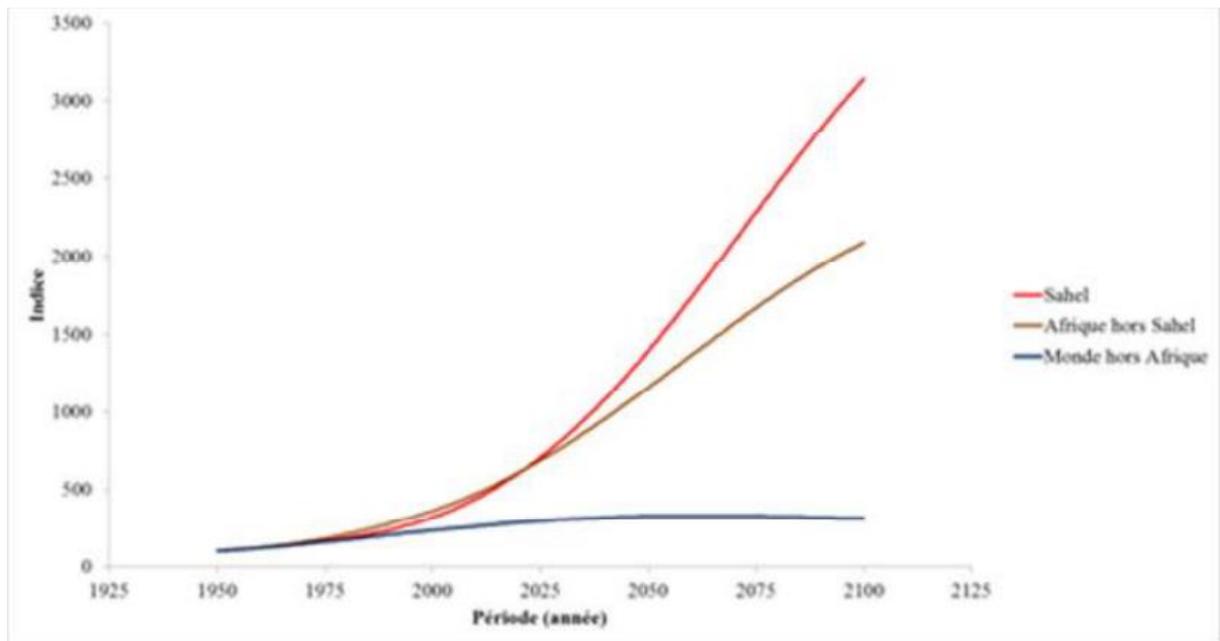
Le Sahel est également caractérisé par une forte croissance démographique qui devrait rester, selon les prévisions des Nations Unies, jusqu'en 2100 (Tableau 1, Graphique 3). Il présente le nombre moyen d'enfants par femme le plus important parmi les régions d'Afrique (5,5 en 2020).

**Tableau 1 :** « Estimations et projections de population pour les pays du Sahel

Année	Sénégal	Mali	Burkina-Faso	Niger	Tchad	Mauritanie	Sahel
1950	2.5	4.7	4.3	2.6	2.5	0.7	17.2
2000	9.9	11.0	11.6	11.2	8.3	2.7	54.8
2050	36.2	45.4	42.8	72.2	35.1	8.0	239.8
2100	75.0	93.0	81.0	209.3	68.9	13.1	540.3

Source: Nations Unies, World Population Prospects, Révision de 2015.

<sup>5</sup> Fonds Monétaire International, 2019. 'Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne, faire face à l'incertitude', p. 4. Disponible à : <https://www.imf.org>



**Graphique 3 :** « Croissance de la population des pays du Sahel de 1950 à 2100 (indice de base 100 en 1950)». Source : Nations Unies, World Population Prospects, Révision de 2015.

Cette forte croissance démographique au Sahel, couplée au nombre élevé d'enfants par femme, présente à la fois des opportunités et des défis pour la région. D'un côté, une population jeune et dynamique<sup>6</sup> pourrait potentiellement être une source importante de croissance économique et d'innovation. D'un autre côté, cette croissance démographique rapide exacerbe les pressions sur les ressources déjà limitées de la région, tant en termes d'infrastructures sociales (comme l'éducation et la santé)<sup>7</sup> qu'en termes de ressources naturelles<sup>8</sup>. De même, les statistiques montrent que malgré l'amélioration du taux de scolarisation primaire dans l'ensemble de l'Afrique, la qualité de l'enseignement public et le temps passé à l'école sont faibles, surtout en zone rurale<sup>9</sup>. De plus, l'incapacité à fournir des opportunités économiques suffisantes à cette population jeune et croissante peut contribuer à l'instabilité sociale et politique, car les jeunes sans emploi ou sous-employés<sup>10</sup> peuvent être plus facilement attirés par des activités illicites ou extrémistes.

<sup>6</sup> UNFPA, 2020. 'La situation démographique au Sahel'. Selon ce rapport, environ 64% de la population du Sahel est âgée de moins de 25 ans. Disponible à : <https://www.unfpa.org/fr/annual-report-2020>

<sup>7</sup> UNICEF, 2020. 'La crise au Centre Sahel'. Selon ce rapport, seulement 54% des enfants en âge d'aller à l'école primaire étaient effectivement scolarisés au Sahel en 2020. Cette situation est encore pire pour les filles, où le taux de scolarisation tombe à 50%. Disponible à : <https://www.unicef.org/wca/fr/rapports/crise-centre-sahel>

<sup>8</sup> PNUD, 2022. Rapport sur le développement humain. Selon ce rapport, en 2022, seulement 56,5% de la population du Sahel avait accès à une source d'eau potable. Disponible à : <https://report.hdr.undp.org/fr/>

<sup>9</sup> Guillaumont Jeanneney, S. et al, 2016. 'Allier sécurité et développement Plaidoyer pour le Sahel', Volume 1, FERDI, p.31. Disponible à : <https://ferdi.fr/en/publications/allier-securite-et-developpement-plaidoyer-pour-le-sahel>.

<sup>10</sup> Organisation Internationale du Travail, 2020. 'Rapport sur l'emploi des jeunes dans la région du Sahel'. Selon cette organisation environ 35% des jeunes dans la région du Sahel sont sans emploi ou ont des emplois précaires. Cela souligne l'urgence de la situation de l'emploi au Sahel, en particulier parmi les jeunes (OIT, 2020). Disponible à : <https://www.ilo.org/employment/Whatwedo/Projects/youth-employment-sahel/lang--fr/index.htm>

En outre, une expansion démographique accélérée a le potentiel d'accentuer la pauvreté si elle n'est pas suivie d'une croissance économique appropriée. Le fait que le Sahel présente le nombre moyen d'enfants par femme le plus élevé parmi les régions d'Afrique souligne également l'importance des questions de droits de la femme et de santé reproductive dans la région. Pour que le Sahel puisse tirer pleinement parti de son potentiel démographique, il s'avère crucial de déployer des stratégies performantes dans les domaines de l'éducation et de la santé, d'emploi des jeunes et d'approche genre. Il est à noter qu'en 2050, plus d'une personne sur deux aura moins de 24 ans au Sahel<sup>11</sup>. L'existence d'une population majoritairement jeune sans perspective de formation et d'emploi, surtout dans les régions rurales, va l'entraîner dans « un sentiment d'exclusion de la vie économique et sociale, mais aussi politique, civique, dans des sociétés marquées par de fortes hiérarchies intergénérationnelles »<sup>12</sup>.

Dans ce contexte global de fragilité économique, sociale et démographique, les pays du Sahel sont particulièrement vulnérables au changement climatique. Cette vulnérabilité est exacerbée par le rôle central que joue l'agriculture (y compris l'élevage, la pêche et la foresterie) dans les économies de ces pays. L'agriculture, très sensible aux effets du changement climatique, constitue un enjeu majeur pour la stabilité et le développement de la région.

Le Sahel est régulièrement frappé par des changements climatiques extrêmes, tels que des sécheresses sévères, des inondations et des vents violents. Ces phénomènes, exacerbés par le changement climatique, ont des conséquences dévastatrices pour l'agriculture, réduisant la productivité et augmentant la précarité des moyens de subsistance ruraux.

La vulnérabilité climatique du Sahel a des répercussions directes sur la sécurité alimentaire et l'emploi d'une population en croissance rapide. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en 2020, un cinquième de la population du Sahel souffrait d'insécurité alimentaire. Cette insécurité alimentaire est en grande partie due à la dépendance de la région de l'agriculture pluviale, qui est de plus en plus menacée par la variabilité et le changement climatiques.

Les défis du changement climatique dans le Sahel sont donc intrinsèquement liés aux défis socio-économiques de la région. La recrudescence des phénomènes climatiques extrêmes en fréquence et en intensité exacerbe la fragilité des revenus agricoles, ce qui accentue la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Dans le même temps, la vulnérabilité socio-économique de la région rend plus difficile l'adaptation et la résilience à l'égard du changement climatique. C'est donc un véritable cercle vicieux qui se dessine, où la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité climatique s'alimentent mutuellement.

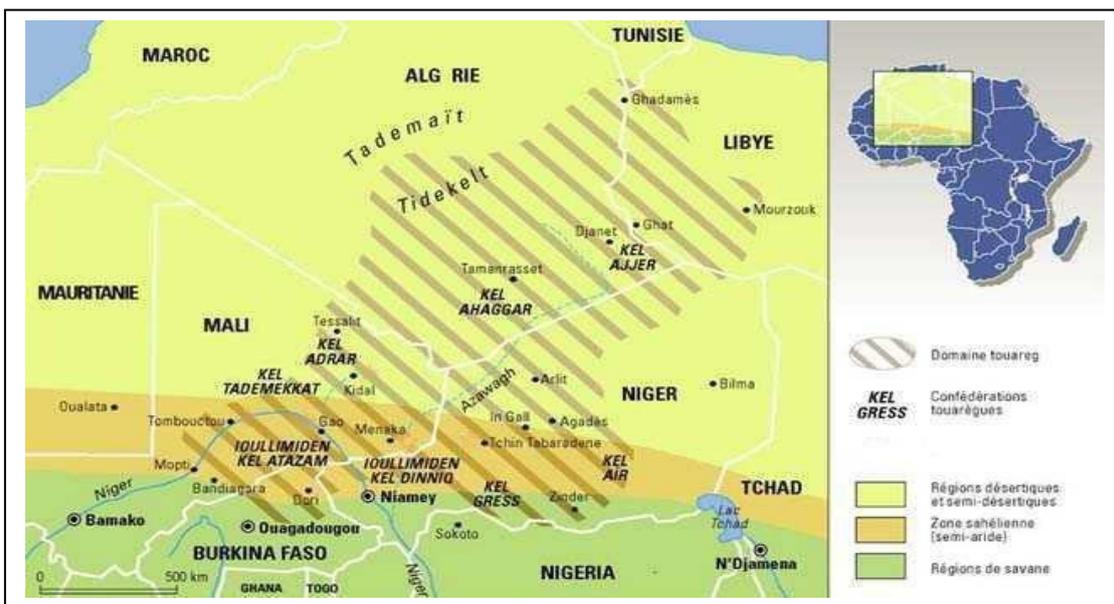
---

<sup>11</sup> Organisation des Nations Unies, World Population Prospects, Révision de 2015. Disponible à : <https://digitallibrary.un.org/record/3921624>

<sup>12</sup> Arnaud, C., 2016. 'Les jeunes ruraux sahéliens, entre exclusion et insertion', Afrique contemporaine, 259(3), p. 133. Disponible à : <https://www.cairn.info/publications-de-Clara-Arnaud--672481.htm>

## 2.2 La fragilité politique et institutionnelle : un défi majeur

La complexité de la faiblesse de la gouvernance et la dégradation des institutions étatiques nationales et locales trouvent principalement leur origine dans l'héritage colonial. Suite aux indépendances des États sahéliens dans les années 1960, les frontières dessinées ne reflétaient pas nécessairement des communautés nationales homogènes<sup>13</sup>. Cette problématique est parfaitement illustrée par la dispersion des Touaregs entre le Mali, le Niger, l'Algérie et la Libye (voir Carte 2).



Carte 2 : Présence des Touaregs au Sahel. Source : <https://www.institut-jacquescartier.fr>

Cette situation est exacerbée par la grande diversité ethnique, linguistique et religieuse, ainsi que par la transhumance, un mode de vie nomade largement répandu parmi les populations sahéliennes. Ces éléments nourrissent une « vulnérabilité identitaire »<sup>14</sup> au sein des populations sahéliennes, mettant ainsi à mal le concept de contrat social de J.J. Rousseau, qui lie un peuple à une entité étatique et un territoire défini.

Parmi les facteurs de tensions internes, l'exclusion historique des Touaregs de la vie politique et l'abolition des systèmes de chefferie traditionnelle au début des années 1960 par le président Modibo Keita sont à mentionner. Ces facteurs ont contribué à « l'augmentation de la compétition pour les ressources naturelles et donc des tensions

<sup>13</sup> Châtaigner, J.M. et Chevalier, C., 2019. 'Enjeux de paix et de développement : comment sortir le Sahel de la trappe à pauvreté?' In: Annales des Mines - Réalités industrielles, n°3, p. 30. Disponible à : <https://www.cairn.info/revue-realites-industrielles-2019-3-page-29.htm>

<sup>14</sup> Boussichas, M. et Nossek, V., op cit, p. 3.

interethniques, voire intra-ethniques »<sup>15</sup>, expliquant ainsi l'extrême fragilité du Mali, qui est en proie à des crises successives depuis plusieurs années.

En outre, des pratiques hors-la-loi, notamment les atteintes aux droits de l'homme, l'impunité, la corruption, etc., alimentent considérablement la faiblesse des institutions politiques des États de la région. Ces pratiques minent leur légitimité, mais aussi leur efficacité aux yeux des populations sahéliennes. Ces dernières aspirent à la sécurité et à la prospérité, mais face à ces défis, elles peuvent être tentées d'établir des liens avec des groupes impliqués dans des activités et trafics illicites (terrorisme, drogues, armes, contrebande, immigration irrégulière, etc.). Ainsi, ces groupes armés violents trouvent un environnement propice pour s'implanter dans la région.

### **2.3 Comprendre l'interdépendance des défis au Sahel : Vers une solution durable**

La majeure partie des recherches portant sur la sécurité au Sahel dépeint la région comme une zone d'instabilité où les espaces de non-droit, dominés par des groupes armés, des terroristes et des trafiquants, prolifèrent. Depuis les années 2000, l'espace Sahélo-Saharien est devenu un terrain propice à l'émergence et à l'implantation de mouvements islamistes radicaux tels qu'Al Qaïda, Anssar Dine, Mujao, Almourabitoun et Daech, exacerbés par les crises en Libye et au Mali. L'éviction du régime libyen de Kadhafi a, en outre, engendré la prolifération d'armes à travers le territoire sahélien, augmentant le potentiel de violence.

Ces groupes réussissent à prendre pied en tissant des liens étroits avec les populations locales, particulièrement les plus jeunes, qui sont touchées par la pauvreté extrême, le chômage, le manque d'éducation et les effets dévastateurs du changement climatique. Ils fournissent aux populations des sources de revenus alternatives et des services sociaux, comblant ainsi le vide laissé par les institutions étatiques défailantes.

Guillaumont (2016) met l'accent sur le coût colossal résultant de la déstabilisation d'une région plongée dans une crise continue, où la pauvreté, la criminalité et les conflits armés se renforcent mutuellement. Ce coût est d'abord ressenti au niveau humain, les habitants de la région étant les premiers à éprouver la violence et diverses formes d'insécurité - qu'elles soient alimentaires, économiques ou juridiques. Il est également présent au niveau national, avec des perspectives de développement mises à mal et des systèmes politiques en danger. Les pays limitrophes, qu'ils se trouvent au Maghreb, en Afrique centrale ou en Afrique de l'Ouest, sont aussi touchés par les effets de la crise au Sahel. Enfin, le coût s'étend à l'échelle internationale, l'Europe et le reste de la communauté internationale étant confrontées aux mouvements de drogues, à l'afflux de réfugiés contraints de fuir, ainsi qu'aux attaques terroristes<sup>16</sup>.

---

<sup>15</sup> Pour approfondir voir : Marty, A., Sougnabé, P., Djatto, D. et Nabia, A., 2010. 'Causes et conflits liés à la mobilité pastorale et mesures d'atténuations' Rapport d'Etude. Ministère de l'élevage et des ressources animales, République du Tchad. Juin-Septembre.

<sup>16</sup> Guillaumont Jeanneney, S. et al., 2016, op. cit., p. 98.

Dans cette configuration, les problèmes d'insécurité, de sous-développement et de changements climatiques ne peuvent être traités de manière isolée, ni uniquement au niveau national. L'ampleur de la menace terroriste, l'importance des flux migratoires, et le fait que la majorité des ressources en eau soient partagées entre plusieurs pays sahéliens, appellent à une coopération régionale et/ou internationale. Il s'agit ici de proposer des réponses transfrontalières aux défis sécuritaires et de développement du Sahel. C'est seulement par une approche holistique et multi-acteurs que les défis interconnectés du Sahel pourront être efficacement traités et une solution durable envisagée.

Ainsi, il est crucial d'adopter une approche intégrée qui ne se limite pas à s'attaquer aux symptômes, mais qui vise plutôt à résoudre les causes profondes des défis sécuritaires et de développement du Sahel. Cela nécessite une coordination des efforts au niveau régional, national et international et l'implication de multiples acteurs - gouvernements, organisations régionales et internationales, sociétés civiles et communautés locales. Dans la section suivante, nous analyserons les efforts de coopération actuels et explorerons les stratégies potentielles pour surmonter ces défis complexes et interdépendants.

### **3 La coordination déficiente de l'action internationale au Sahel**

La situation critique sur les plans humanitaire, politique et sécuritaire au Sahel a suscité une mobilisation massive de la communauté internationale, particulièrement depuis l'éclatement de la crise malienne en 2012. L'Institut Clingendael<sup>17</sup> a recensé plus de 16 stratégies et initiatives mises en place par divers acteurs internationaux, régionaux et étatiques. Celles-ci sont attribuables à la Banque africaine de développement, la Banque islamique de développement, la Banque mondiale, la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, la Communauté des États du Sahel-Sahara, le G5 Sahel, l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation de coopération islamique, l'Organisation internationale de la francophonie, l'Union africaine, l'Union européenne, l'Union du Maghreb Arabe, le Danemark, les États-Unis, et enfin la France.

Toutefois, de nombreux spécialistes et experts s'accordent à dire qu'une proportion significative des réponses apportées par ces organisations revêtent un caractère principalement sécuritaire, voire militaire, et négligent souvent les liens intrinsèques entre sécurité, gouvernance et développement. Alors qu'une approche efficace requiert de traiter ces trois dimensions de manière globale et équilibrée. Cela conduit à s'interroger sur la nature de l'intervention de la communauté internationale au Sahel.

#### **3.1 La portée géographique des stratégies d'intervention : où l'action est-elle nécessaire ?**

L'ampleur géographique couverte par chaque initiative ou stratégie mise en œuvre au Sahel peut varier de manière substantielle, souvent reflétant les visions propres et les

---

<sup>17</sup> Institut néerlandais des relations internationales [www.clingendael.org](http://www.clingendael.org)

intérêts spécifiques de chaque acteur impliqué. Cependant, une constante semble émerger dans ce paysage complexe : le noyau géographique commun constitué de la Mauritanie, du Mali, du Niger, du Tchad et du Burkina Faso. Ces nations, parmi les plus isolées du Sahel, sont le pilier de la structure politique du G5 Sahel.

Néanmoins, cette approche centrée sur un noyau géographique commun soulève des critiques. En premier lieu, elle peut conduire à une négligence de zones périphériques également affectées par les problématiques sahéliennes mais qui, du fait de leur éloignement du noyau central, se trouvent en marge des interventions. Cela peut, à terme, créer des disparités dans l'impact des actions menées et accroître les inégalités régionales.

Par ailleurs, l'accent mis sur ces pays peut être le reflet d'une vision trop étroite de la crise sahélienne, cantonnée aux frontières nationales de ces pays. Cela néglige le fait que le Sahel, en tant qu'espace socio-économique et environnemental, transcende ces frontières nationales. Les défis auxquels il est confronté sont intrinsèquement transnationaux, qu'il s'agisse de questions de sécurité, de mouvements de populations, de changements climatiques ou de développement économique.

En conséquence, pour une plus grande efficacité, il est essentiel de réévaluer et de redéfinir la portée géographique des interventions au Sahel. Cela impliquerait une reconnaissance et une prise en compte plus grandes de la complexité et de la nature transnationale des défis sahéliens, et la mise en place d'actions qui reflètent cette réalité.

En approfondissant notre analyse de la portée géographique de ces stratégies, plusieurs observations cruciales émergent. D'abord, le chevauchement des zones d'intervention entre différentes stratégies peut soit conduire à une duplication d'efforts, soit à des synergies bénéfiques, selon la qualité de la coordination entre les différents acteurs. Ensuite, on souligne que la pertinence de la zone d'intervention de chaque stratégie doit être évaluée par rapport à l'ampleur et à la nature des défis auxquels chaque région est confrontée. Par exemple, certaines régions peuvent être plus affectées par l'insécurité alimentaire, tandis que d'autres peuvent être plus touchées par les conflits armés ou le terrorisme.

De plus, une question cruciale concerne l'adéquation entre la portée géographique des stratégies et la nature transfrontalière de nombreux défis du Sahel. Les menaces sécuritaires, les flux migratoires et les effets néfastes du changement climatique ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. Il en découle que la pertinence des stratégies pourrait être améliorée par une plus grande attention portée aux dynamiques régionales et aux problématiques transfrontalières.

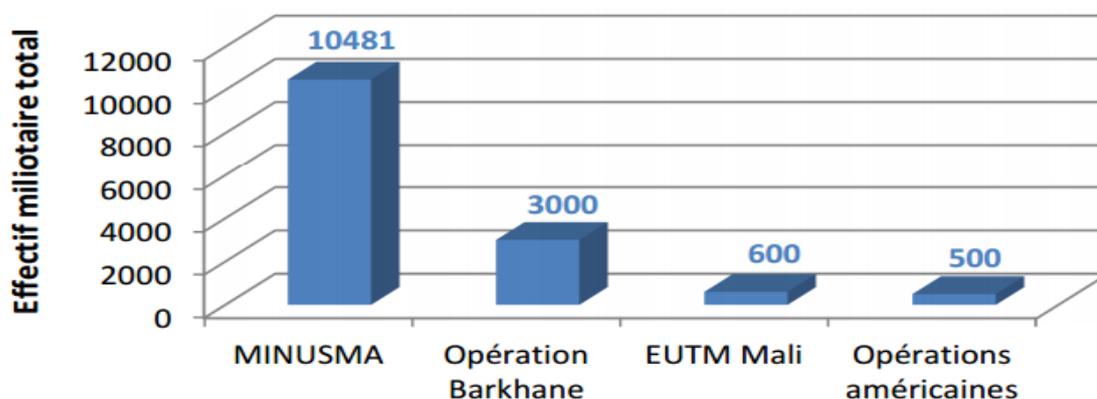
Enfin, la délimitation géographique des initiatives est souvent influencée par les intérêts stratégiques des acteurs qui les initient. Cela peut parfois conduire à un décalage entre les régions ou Etats qui reçoivent le plus d'attention et celles qui en ont le plus besoin. Ces dynamiques méritent une attention particulière, car elles peuvent influencer l'efficacité et l'équité des interventions au Sahel.

### 3.2 Sphères d'intervention : sécurité, développement, gouvernance et éducation

A l'examen de divers documents relatifs aux stratégies sahéniennes, on constate une certaine uniformité dans les domaines d'intervention. Quatre piliers principaux sont identifiables : sécurité, développement et résilience, gouvernance, et éducation. Ces domaines sont abordés au moyen d'approches dites "globales", qui, tout en reconnaissant la crise multidimensionnelle du Sahel, restent souvent vagues et peu détaillées, voir floues<sup>18</sup>.

Concernant le volet sécuritaire, l'intervention internationale vise à lutter contre les menaces exogènes, principalement le terrorisme, mais aussi à répondre aux besoins de sécurité quotidienne des populations sahéniennes<sup>19</sup>. Ces besoins devraient, en théorie, être satisfaits par les États de la région, mais leur capacité financière est souvent insuffisante pour assurer les services publics nécessaires, tels que la police et la gendarmerie. Les donateurs internationaux, tout en reconnaissant ces déficits, sont souvent réticents à financer ces services en raison des préoccupations quant à la transparence de leur gestion<sup>20</sup>.

Par contre, la communauté internationale a lancé plusieurs opérations militaires, unilatérales ou en coalition, visant à soutenir les forces armées locales et à stabiliser la région. Des opérations dont le coût reste élevé<sup>21</sup>, compte tenu des effectifs (Graphique 3) et des moyens techniques déployés. L'opération Barkhane est souvent citée comme étant la plus ambitieuse de la France depuis la Seconde Guerre mondiale.



**Graphique 4 :** « Effectifs militaires par opération militaire en cours (chiffres de décembre 2015) (en nombre de militaires présents sur place) ». *Source :* « Département des opérations de maintien de la paix » <http://www.un.org/fr/peacekeeping>

<sup>18</sup> Guillaumont Jeanneney et al., op. cit., p.16

<sup>19</sup> Guillaumont Jeanneney et al., op. cit., p.51-63

<sup>20</sup> Boussichas, M. et Nossek, V., 2019. 'Sécurité et développement au Sahel', FERDI, (n°250), p. 3.

<sup>21</sup> Au sujet des dépenses militaires, nous avons constaté une différence entre les bases de données en matière des données disponibles concernant les dépenses militaires au Sahel publiées.

Sur le plan économique et social, l'aide au développement apparaît comme la principale réponse proposée par les différentes stratégies et initiatives pour stimuler l'économie des États sahéliens, qui sont fragilisés et isolés. Cependant, le contexte de ces pays ne favorise pas l'attraction des investisseurs ou des capitaux étrangers. De nombreux auteurs ont souligné l'importance du volume d'aide, mais ont également fait remarquer la difficulté des bailleurs de fonds à décaisser rapidement leurs fonds<sup>22</sup>. Ils ont aussi insisté sur la nécessité d'adapter les modes d'intervention au contexte spécifique de la région. Sans une telle adaptation, les actions de la communauté internationale peuvent être perçues comme « inéquitables et générer ou exacerber des tensions »<sup>23</sup>.

Enfin, la sécurité et le développement d'un pays ne peuvent être durables sans une bonne gouvernance. Le besoin de coopérer avec les acteurs locaux souligne l'importance de l'efficacité et de la légitimité des institutions des pays de la région. Pourtant, la question de la gouvernance est souvent négligée dans l'élaboration des stratégies dédiées au Sahel, par rapport aux autres domaines d'intervention de la communauté internationale.

Tout en reconnaissant ces quatre domaines d'intervention clés, il est important de souligner leur interdépendance et le besoin d'une approche holistique pour aborder la crise au Sahel. Par exemple, la stabilisation sécuritaire est souvent un préalable pour les projets de développement et d'éducation, tandis que la gouvernance transparente et efficace peut renforcer la sécurité en promouvant l'état de droit et en diminuant les tensions sociales. De même, l'éducation peut jouer un rôle de catalyseur pour le développement, en formant la main-d'œuvre nécessaire à la croissance économique et en renforçant les capacités institutionnelles. Cependant, malgré l'importance reconnue de ces domaines, le financement reste un défi. Les ressources limitées, la corruption et le manque de transparence peuvent entraver l'efficacité des interventions, soulignant le besoin d'une gestion financière rigoureuse et d'un suivi étroit des initiatives sur le terrain.

### **2.3 - Les obstacles à l'efficacité des stratégies internationales au Sahel**

L'une des principales entraves à l'efficacité de l'action internationale au Sahel est le manque de coordination entre les différents acteurs qui mettent en œuvre des stratégies dans la région. Ce problème peut se manifester de diverses façons et a des implications importantes pour l'efficacité des efforts dans le domaine.

Une étude comparative des stratégies pour le Sahel, réalisée par une équipe de chercheurs de l'Institut d'Études de Sécurité (ISS), souligne les différences significatives entre ces initiatives en termes de solidité organisationnelle et de ressources allouées. Certaines stratégies, soutenues par des organisations internationales bien établies comme la Banque mondiale, l'ONU et l'UE, bénéficient de

---

<sup>22</sup> En contrepartie le déboursement des aides humanitaires et alimentaires est plus fluide.

<sup>23</sup> Barret, D., Kéré, A. et Guillaumont, S. (dir.), 2018. 'Analyse de l'aide accordée aux pays du Sahel – première partie : Analyse à partir des statistiques du Comité d'aide au développement de l'OCDE', FERDI. Disponible à : <https://hal.science/hal-01996336v1/document>

ressources humaines et financières considérables, ce qui peut renforcer leur mise en œuvre effective<sup>24</sup>.

Cependant, il existe d'autres initiatives, portées par des acteurs régionaux tels que la CEDEAO, l'UA et l'UMA, qui peuvent être plus légitimes du fait de leur ancrage régional, mais qui sont souvent confrontées à des limitations en termes de ressources propres. Cette disparité peut entraîner une compétition contre-productive entre les différents acteurs, au détriment de la coordination des efforts sur le terrain dans les espaces sahélo-sahariens.

Cet écart entre les capacités des différents acteurs peut créer une situation où les initiatives les plus puissantes en termes de ressources peuvent dominer, même si elles ne sont pas nécessairement les plus adaptées au contexte local ou aux besoins spécifiques de la population. De même, les initiatives locales, bien qu'elles aient une légitimité plus grande et une connaissance plus approfondie des défis sur le terrain, peuvent être marginalisées si elles n'ont pas les ressources suffisantes pour être mises en œuvre efficacement.

Jusqu'à présent, il n'a pas été identifié de lacunes majeures en termes de périmètres géographiques couverts par les différentes stratégies, ni de secteurs d'intervention. Cependant, il est important de noter que la coordination effective entre les différentes initiatives n'est pas seulement une question de chevauchement géographique ou sectoriel, mais nécessite également une harmonisation des objectifs, des méthodologies et des calendriers de mise en œuvre. Sans une telle coordination, même les initiatives les mieux conçues et les mieux financées risquent d'être moins efficaces et de ne pas atteindre leurs objectifs.

Un autre obstacle à l'efficacité des stratégies internationales au Sahel concerne la participation des populations locales et des organisations de la société civile. Ces acteurs ont une connaissance profonde des contextes locaux et une légitimité qui peut faciliter la mise en œuvre des initiatives. Cependant, leur inclusion dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies est souvent insuffisante, ce qui peut entraver la réussite des initiatives et leur durabilité à long terme.

De plus, il existe des défis importants en ce qui concerne l'évaluation de l'efficacité des différentes stratégies. Les indicateurs de réussite sont souvent mal définis, rendant difficile la mesure des progrès et l'ajustement des stratégies en fonction des résultats. L'absence de systèmes d'évaluation robustes et indépendants est une lacune majeure dans de nombreuses initiatives. Ces défis d'évaluation peuvent entraver l'apprentissage et l'amélioration continue, limitant ainsi la capacité de la communauté internationale à améliorer l'efficacité de ses interventions au Sahel.

En outre, il est judicieux de prendre en compte le contexte politique dans lequel se déroule l'action internationale au Sahel. Les dynamiques politiques locales, régionales

---

<sup>24</sup> Institut d'Etudes de Sécurité, 2015. 'Stratégies Sahel : l'impératif de la coordination', Etude comparative, note d'analyse, (n°76), p.1. Disponible à : <https://issafrica.org/fr/recherches/note-danalyse/strategies-sahel-limperatif-de-la-coordination>

et internationales peuvent avoir un impact significatif sur la manière dont les stratégies sont conçues et mises en œuvre, et sur leur efficacité finale. Les interventions internationales peuvent se trouver prises dans des dynamiques de pouvoir complexes qui peuvent compliquer, voire contrarier, leurs efforts.

Enfin, l'impact de la dépendance à l'aide étrangère sur la gouvernance locale et nationale est un autre aspect critique qui mérite une attention accrue. Alors que l'aide peut apporter des ressources précieuses pour soutenir le développement et la stabilité, elle peut également avoir des effets pervers. Une dépendance excessive à l'aide peut diminuer les incitations pour les gouvernements à améliorer la gouvernance, à élargir leur base fiscale ou à rendre des comptes à leurs citoyens. Cette dynamique peut, à son tour, entraver la réalisation d'objectifs de développement durable à long terme.

#### **4 Conclusion**

En conclusion, la complexité de la crise au Sahel, exacerbée par des facteurs tels que l'insécurité, la précarité économique et l'impact de la pandémie de Covid-19, nécessite une réponse multidimensionnelle. L'augmentation du nombre de personnes déplacées internes, atteignant 2,2 millions en 2020, souligne l'urgence de la situation.

La connexion intrinsèque entre sécurité et développement est désormais largement reconnue, mais la persistance de l'instabilité dans la région indique que les efforts actuels peuvent être insuffisants. L'inaction ou une action inefficace aurait des coûts immenses, notamment l'expansion de zones d'extrême pauvreté et d'insécurité, l'augmentation des migrations de détresse, et le besoin d'un dispositif sécuritaire de plus en plus coûteux et moins efficace.

Face à ces défis, l'urgence d'une approche intégrée et pluridisciplinaire est devenue manifeste. La coordination entre les différents acteurs est indispensable pour maximiser l'efficacité des interventions et évaluer leur impact sur les populations sahéniennes. Plus qu'un simple assemblage de solutions ponctuelles, la résolution de la crise au Sahel requiert une coopération solide, une compréhension profonde des multiples facettes de la crise, et un engagement commun pour un Sahel plus sûr et plus prospère."

En regardant vers l'avenir, il est primordial que l'engagement international ne faiblisse pas, malgré les défis considérables auxquels sont confrontées les interventions au Sahel. L'amélioration de la situation nécessitera un engagement à long terme de la part de tous les acteurs impliqués, allant bien au-delà des cycles politiques ou des engagements de financement à court terme. De plus, des efforts soutenus pour renforcer la gouvernance, l'état de droit et l'équité sociale au sein des pays sahéniens seront essentiels pour aborder les causes profondes de l'instabilité et de la pauvreté.

Il est également impératif d'investir dans des solutions durables qui répondent aux défis spécifiques du Sahel, comme le changement climatique, la dégradation de l'environnement et l'insécurité alimentaire. Ces investissements nécessiteront non seulement des ressources financières, mais aussi un engagement à partager les connaissances, les compétences et les technologies nécessaires pour soutenir le développement durable dans la région.

Le succès ultime des efforts internationaux au Sahel dépendra de la capacité à soutenir et à renforcer la résilience des communautés locales, leur capacité à répondre aux crises et à se remettre des chocs. Cela nécessitera une approche qui valorise et respecte la connaissance et l'expertise locales, tout en fournissant le soutien nécessaire pour que ces communautés puissent forger leur propre avenir.

## REFERENCES

- [1] Arnaud, C., 2016. 'Les jeunes ruraux sahéliens, entre exclusion et insertion'. *Afrique contemporaine*, 259(3). Disponible à : <https://www.cairn.info/publications-de-Clara-Arnaud--672481.htm>.
- [2] Barret, D., Kéré, A. et Guillaumont, S. (dir.), 2018. 'Analyse de l'aide accordée aux pays du Sahel – première partie : Analyse à partir des statistiques du Comité d'aide au développement de l'OCDE'. FERDI. Disponible à : <https://hal.science/hal-01996336v1/document>
- [3] Boussichas, M. et Nossek, V., 2019. 'Quoi de neuf sur les financements innovants?' FERDI, (n°227). Disponible à : <https://ferdi.fr/dl/df-3ujCBWph1cjJoEEiHf149RVW/ferdi-p227-quoi-de-neuf-sur-les-financements-innovants.pdf>
- [4] Boussichas, M. et Nossek, V., 2019. 'Sécurité et développement au Sahel'. FERDI, (n°250).
- [5] Châtaigner, J.M. et Chevalier, C., 2019. 'Enjeux de paix et de développement : comment sortir le Sahel de la trappe à pauvreté?' In: *Annales des Mines - Réalités industrielles*, n°3. Disponible à : <https://www.cairn.info/revue-realites-industrielles-2019-3-page-29.htm>
- [6] Fonds Monétaire International, 2019. 'Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne, faire face à l'incertitude'. Disponible à : <https://www.imf.org>
- [7] Guillaumont Jeanneney, S. et al, 2016. 'Allier sécurité et développement Plaidoyer pour le Sahel', Volume 1, FERDI. Disponible à : <https://ferdi.fr/en/publications/allier-securite-et-developpement-plaidoyer-pour-le-sahel>
- [8] Institut d'Etudes de Sécurité, 2015. 'Stratégies Sahel : l'impératif de la coordination', Etude comparative, note d'analyse, (n°76), p.1. Disponible à : <https://issafrica.org/fr/recherches/note-danalyse/strategies-sahel-limperatif-de-la-coordination>
- [9] Institut néerlandais des relations internationales. Disponible à : [www.clingendael.org](http://www.clingendael.org)
- [10] Laville, C., Jeanneney, S. G., & de Melo, J., 2017. 'Le Sahel est dans une situation de pièges de pauvreté et de conflit : un appel à l'action internationale' In

"Mali et Sahel : nous sommes tous sahéliens". ENA hors les murs, (467).  
Disponible à : <https://ferdi.fr/publications/le-sahel-pris-dans-un-piege-de-pauvrete-et-de-conflit-un-appel-a-l-action-internationale>

- [11] Marty, A., Sougnabé, P., Djatto, D. et Nabia, A., 2010. 'Causes et conflits liés à la mobilité pastorale et mesures d'atténuations' Rapport d'Etude. Ministère de l'élevage et des ressources animales, République du Tchad. Juin-Septembre.
- [12] Organisation Internationale du Travail, 2020. 'Rapport sur l'emploi des jeunes dans la région du Sahel'. Disponible à : <https://www.ilo.org/employment/Whatwedo/Projects/youth-employment-sahel/lang--fr/index.htm>
- [13] Organisation des Nations Unies, 2015. 'World Population Prospects', Révision de 2015. Disponible à : <https://digitallibrary.un.org/record/3921624>
- [14] UNFPA, 2020. 'La situation démographique au Sahel'. Disponible à : <https://www.unfpa.org/fr/annual-report-2020>
- [15] Nations Unies, 2015. 'World Population Prospects', Révision de 2015.